

## Un mouvement des Indignés bloqué dans les lieux de travail

Le 15 mai marque l'anniversaire du début du Mouvements des Indignés en Espagne, héritier du Mouvement des places du printemps arabe et matrice de celui européen et, par la suite, étasunien et canado/québécois l'automne suivant sous le nom de Occupy/Occupons. Cette fin de semaine, des milliers de personnes commémorent ce mouvement en réinvestissant tous ces lieux symboliques occupés il y a quelques mois... et au Québec en le prolongeant par la grève étudiante.

L'article d'Esther Vivas ci-joint en démontre la portée et les limites. Si ce mouvement a démontré le début du commencement de la fin de la passivité apeurée de la *majorité silencieuse*, il n'a pas encore réussi à pénétrer le saint des saints de la machine à profits, soit les lieux de travail... mais non, au Québec, les lieux d'étude. D'où son reflux suite à son incapacité à se transformer, pour l'instant, en mouvement gréviste de grande ampleur. C'est la raison d'être, au Québec, de l'impasse actuelle de la grève étudiante.

Sentant la soupe chaude, les défenseurs de la bureaucratie syndicale montent au front de la défense de l'appareil quand le sujet tabou est malgré tout invoqué dans une assemblée. L'appareil serait à l'écoute de la base qui ne voudrait pas de la grève sociale. Pourtant, à la CSN, les déléguées de cette base, en 2010, ont donné à la direction de la Centrale un mandat de préparer une grève sociale contre les politiques des Conservateurs et des Libéraux. Pourquoi la direction s'est-elle contentée de s'asseoir sur son bacon ? Par respect de la confusion idéologique de l'ensemble des syndiquées travaillé par une intense propagande gouvernementale largement reprise par les faiseurs d'opinion publique ?

Pourtant, pour faire accepter l'entente pourrie du secteur public en juin 2010 allant systématiquement à l'encontre des mandats reçus, les directions des Centrales ont déployé le zèle nécessaire en pleine été pour noyer les militantes locales et régionales sous un déluge de documentation souvent sur papier glacée en couleurs à distribuer aux membres pour ensuite se faire inviter dans les assemblées générales. À l'exception de quelques gros syndicats, dont ceux du CHUM, de Gatineau et de Louis-Hyppolithe-Lafontaine, qui ont tenu le coup, le tsunami propagandiste des hautes directions à presque tout balayer. On aurait plutôt souhaité un tel zèle pour préparer la grève sociale, tant à l'automne 2010 que maintenant où c'est absolument nécessaire.

L'impasse du conflit, après avoir favorisé la dialectique cul-de-sac provocation/répression entre police et casseurs, a maintenant suscité, par apparemment une dizaine d'étudiantes dont quatre se sont fait attrapées, des actions de perturbations sociales, ni violentes ni casseurs, pénalisant avant tous les employeurs même s'ils ont incommodé des travailleuses. Bien sûr, ces actions exemplaires de petits groupes ne sauraient en aucun cas se substituer à des actions de masse et pourraient même leur nuire en ouvrant la porte à l'approfondissement et à l'élargissement de la répression. L'utilisation de l'arsenal légal anti-terroriste post-11 septembre 2001 donne le ton. Pour la première fois, sauf erreur, cet arsenal est utilisé contre des non arabo-musulmans qui, entre autres, ont goûté et goûtent toujours à l'amère pilule des *certificats de sécurité*.

Voilà une autre porte ouverte vers l'abîme répressif.

**Marc Bonhomme, 13 mai 2012**

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)

# Le mouvement « d'indignation » collective dans l'Etat espagnol – 15M : un regard vers l'avenir

par Esther Vivas

11 mai 2012

Intempestif et inespéré. Voilà comment on peut caractériser l'émergence de ce mouvement d'indignation collective dans l'Etat espagnol. Si on nous avait dit, le 14 mai 2011, que le lendemain des milliers de personnes sortiraient dans les rues, que dans les semaines suivantes les places seraient occupées, que des assemblées s'y tiendraient et que le pouvoir serait défié par des actes de désobéissance civile massifs, nous ne l'aurions pas cru. Mais les choses se sont bel et bien passées ainsi. Deux ans et demi après l'éclatement de la « grande crise », les gens ont alors dit « Ya basta ! », « Ca suffit ! ».

Dans la périphérie de l'Europe, stimulés par les révoltes populaires dans le monde arabe, à la chaleur de la Qasba et de Tahrir, les gens ont récupéré et réoccupé l'espace public. Le « Printemps arabe » nous a rendu la confiance en nous-mêmes et dans la capacité collective à changer l'ordre actuel des choses. En regardant également du côté de l'Islande et de la Grèce, le 15M a rompu avec le scepticisme, la résignation et l'apathie ambiante. Un an après son éclosion, que reste-t-il de tout cela ? Qu'as-t-on obtenu ? Quels défis et perspectives sont devant nous ?

Ce mouvement d'indignation collective dispose toujours d'une forte légitimité. Au-delà des milliers de personnes qui ont occupé les places, participé aux assemblées et manifesté dans les rues, de nombreuses autres se sont senties « représentées » par ce raz de marée indigné. Effectivement, avec un taux de chômage de 23%, 174 expulsions de logement par jour et un foyer sur cinq vivant en dessous du seuil de pauvreté, comment ne pas s'indigner, se révolter et désobéir ?

Le 15M a été capable de dépasser l'habituel noyau d'activistes protestataires en stimulant une nouvelle génération militante et en amenant de nombreuses personnes à se lever de leur confortable fauteuil. Ce sont ces jeunes, écologistes, femmes, anciens... qui ont composé le « peuple de la Plaza del Sol » à Madrid ou de la « Paza de Catalunya » à Barcelone.

Un an après le 15M, nous voyons comment, tant le pouvoir économique que le pouvoir politique, ont été condamnés comme socialement responsables de la crise, et cela en mettant en lumière les liens étroits et la complicité qui les unis. C'est une démocratie de basse intensité qui a été démasquée ainsi que sa confiscation par le pouvoir financier. Démocratie au sein de laquelle ceux qui gouvernent ne sont pas au service des 99% mais bien du 1%.

On est parvenu à modifier l'imaginaire collectif et le panorama de fond. Si la crise a représenté un tremblement de terre social, politique et économique, l'émergence du 15M a, de son côté, provoqué un processus de repolitisation de la société.

La profondeur de la crise et l'émergence du mouvement ont permis de « penser grand » et « d'agir en grand ». Aujourd'hui, on n'exige plus simplement la réforme du système bancaire, mais bien l'expropriation et la nationalisation des banques, le refus de payer une dette injuste, illégitime et illégale. Le répertoire d'actions s'est amplifié et radicalisé car il ne suffit plus seulement de manifester et de sortir dans les rues ; aujourd'hui on occupe les places, on bloque le trafic, on empêche les expulsions de logement...

La crise met en relief le fait que, souvent, ce qui est « illégal » est légitime tandis que ce qui est illégitime est précisément ce qui est « légal ». Occuper des maisons ou des banques est punissable tandis qu'expulser des familles ou les escroquer est parfaitement légal. Face à une réalité aussi injuste, pourquoi alors ne pas désobéir ou soutenir ceux qui le font ? C'est ce qui constitue l'une des plus grandes victoires du 15M : légitimer ces formes de luttes et les rendre socialement acceptables.

Quels défis et quelles perspectives sont devant nous ? Changer le monde de base n'est pas une tâche facile, ni immédiate et c'est pour cela que le philosophe Daniel Bensaid soulignait qu'il est nécessaire de s'armer d'une « lente impatience ». Il faut reconstruire un autre rapport de forces entre ceux qui disposent du pouvoir et la majorité de la société et le chemin pour ce faire sera long et pas toujours linéaire, ni prévisible. Dans ce sens, le 15M n'est qu'un prologue du cycle de luttes qui a commencé. En même temps, au-delà de quelques acquis défensifs, arracher des victoires concrètes est extrêmement difficile. Malgré le fait que l'indignation et le malaise social s'accroissent, les politiques d'austérité s'intensifient.

Lutter contre la stigmatisation, la criminalisation et la répression constitue une autre tâche fondamentale dans la période actuelle. L'érosion de l'Etat de droit s'accompagne de l'émergence d'un Etat d'exception. On constate qu'au fur et à mesure que l'Etat providence recule, c'est l'Etat policier qui s'avance. On commence par stigmatiser ceux et celles qui se mobilisent en les taxant de « perroflautas » [1], puis on passe à leur criminalisation en disant qu'il s'agit d'« anti-systèmes violents » et on aboutit à leur répression au travers des arrestations préventives, de pages web de délation, etc. Il s'agit de créer un « ennemi intérieur » pour justifier sa répression.

La politique de la peur et de l'intimidation est une autre face de la politique d'austérité. Mais le caractère massif des protestations est le meilleur antidote contre ces mesures. Comment stigmatiser des grands-pères et des grands-mères qui occupent la clinique publique de leur municipalité pour empêcher sa fermeture ? Comment justifier la répression brutale de gens qui se défendent avec des livres dans les mains ? On peut le faire, et ils le font, mais ce n'est pas sans payer un coût élevé par rapport à l'opinion publique. Jusqu'à présent, la répression a été un boomerang qui s'est retourné contre le pouvoir.

On a souvent dit qu'avec le 15M « la peur a disparue », mais la « peur » continue à être très présente dans les lieux de travail où le capital domine toujours sans presque aucune secousse. La soumission des directions des syndicats majoritaires face au gouvernement et au patronat pèse comme une chape de plomb sur l'ensemble des mouvements sociaux. Un syndicalisme de combat est nécessaire, avec comme centre de gravité non pas la concertation par en haut mais bien la lutte par en bas et la défense d'une culture de mobilisations et de solidarités.

Si le mouvement exprime un changement radical de paradigme, il ne peut pas non plus oublier d'autres aspects fondamentaux de la crise, au-delà des questions économiques et de la lutte contre l'austérité, de la dette et des privatisations. Le volet écologique et climatique de la crise est un élément central. Il n'est pas possible de penser un « autre monde » sans combattre la logique productiviste d'un système qui ne tient pas compte des limites de la planète. Crise économique et écologique sont intimement entremêlées. Une alternative n'est pas non plus possible si on ne cherche pas à en finir avec un système patriarcal qui invisibilise, précarise et ne reconnaît pas le travail des femmes. Sans détailler ce point, la crise économique actuelle a clairement un impact majeur sur les femmes.

La coordination internationale constitue un autre grand défi à résoudre. Même si le mouvement a compté avec des journées de mobilisations globales réussies, comme celle du 15 octobre 2011 et aujourd'hui celles du 12M et du 15M, sa coordination internationale est encore faible. Le capitalisme est global et en conséquence les résistances qui s'y opposent doivent également être globales, internationalistes et solidaires. Des places publiques à l'indignation mondiale il y a un chemin de va et viens par lequel il faudra transiter toujours plus.

En regardant un an en arrière, peu de personnes auraient pu prévoir l'ampleur des mesures d'austérité (allant jusqu'à modifier la Constitution afin de plafonner le déficit public) ou de répression (avec la réforme du Code pénal destiné à punir sévèrement les actions directes non violentes), mais bien peu aussi auraient pu imaginer ce raz de marée indigné qui a secoué avec force le panorama politique et social. Dans les périodes de convulsions, les certitudes sont fragiles et nous n'en avons qu'une seule qui ne le soit pas : ceux qui ont le pouvoir ne renonceront pas à leurs privilèges sans réagir.

Nous ne connaissons pas l'issue de ce combat entre « ceux d'en haut » et « ceux d'en bas », mais nous savons que si nous ne luttons pas, la partie sera perdue d'avance.

---

[1] Terme méprisant utilisé par les réactionnaires pour désigner des jeunes « hippies » ou « baba cool jouant de la flûte (« flautas ») et accompagnés de chiens » (« perro »), NdT.

\* \*Article publié sur « Público.es », le 11/05/2012. Traduction française par Ataulfo Riera sous le titre « 15M : un regard vers l'avenir ».

\* Esther Vivas vient de publier, avec Josep Maria Antentas, l'ouvrage "Planeta indignado. Ocupando el futuro" (Ed. Sequitur).

\* plus d'info : <http://esthervivas.com/francais>

Source : [http://www.europe-solidaire.org/spip.php?page=article\\_impr&id\\_article=25179](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?page=article_impr&id_article=25179)